



Arrêtés municipaux

EXTRAIT DU REGISTRE

VIE ASSOCIATIVE

Mise à disposition de salles municipales

Approbation d'une convention d'utilisation avec l'association AICVM

LE MAIRE D'IVRY-SUR-SEINE,

vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 (5°) et L.2144-3,

vu le code général de la propriété des personnes publiques,

vu la délibération du conseil municipal du 21 octobre 2021 portant délégation de pouvoirs du Conseil au Maire,

considérant que l'association AICVM pour ses besoins, a demandé à la Commune de lui mettre à disposition la salle suivante :

- La Salle Voltaire, sise Place Voltaire à Ivry-sur-Seine.

vu la convention, ci-annexée,

DECIDE

ARTICLE 1 : APPROUVE la convention dont la teneur suit :

- co-contractant : L'association AICVM
28, rue Jean Trémoulet 94200 Ivry-sur-Seine
Représentée par M. Boina M'KOUBOU, son Président.
- objet : Mise à disposition de la salle Voltaire pour les besoins de l'association, selon les modalités figurant dans la convention ci-jointe.

ARTICLE 2 : PRECISE que la présente convention est valable à compter de sa signature et jusqu'au 7 juillet 2024, aux jours et heures mentionnés dans la convention ci-jointe.

ARTICLE 3 : DIT que la mise à disposition est consentie par la ville d'Ivry-sur-Seine à l'association AICVM et ce, à titre gratuit.

ARTICLE 4 : RAPPELLE que le co-contractant locataire s'engage, notamment, à respecter le règlement intérieur de la salle municipale, les normes et consignes de sécurité, les règles sanitaires en vigueur, ainsi que l'ensemble des articles de la convention.

ARTICLE 5 : CHARGE la Directrice Générale des Services de la Mairie de l'exécution de la présente décision qui lui sera communiqué.

ARTICLE 6 : AMPLIATION de la présente décision sera adressée après publication au co-contractant.

FAIT EN MAIRIE LE **31 OCT. 2023**

TRANSMIS EN PREFECTURE

LE **31 OCT. 2023**

RECU EN PREFECTURE

LE **31 OCT. 2023**

PUBLIE PAR VOIE ELECTRONIQUE

LE **31 OCT. 2023**

NOTIFIE

LE

Pour le Maire d'Ivry-sur-Seine

Et par délégation,



Méhadée BERNARD

Adjointe au Maire

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif est de deux mois à compter de la notification et/ou publication de la présente décision.